

# Malaisie Anwar Ibrahim, miraculé de la politique

Entre Mahathir Mohamad, le vieux chef du gouvernement malaisien, et Anwar Ibrahim, son successeur désigné qu'il avait fait emprisonner une première fois il y a vingt ans, les relations sont rudes. Pourtant, à moins d'une nouvelle rupture, Anwar devrait devenir le premier ministre d'un pays qui se démocratise

BRUNO PHILIP  
KUALA LUMPUR - envoyé spécial

La politique est souvent une affaire tortueuse, parfois sordide, faite de déchirements et de réconciliations marquées par les intérêts et les alliances de circonstance. Il n'empêche : le drame en trois actes qui s'est noué en Malaisie au cours de l'année mériterait sans doute la palme du retournement de situation le plus improbable. Difficile, en effet, d'imaginer plus spectaculaire enchaînement de détestation, de haine recuite et de rabibochage, qui a caractérisé la tumultueuse relation entre Anwar Ibrahim et Mahathir Mohamad, les deux hommes forts de la Malaisie d'hier et d'aujourd'hui...

Acte I, 9 mai 2018. Le Pakatan Harapan (Alliance de l'espoir, PH), parti d'opposition dominé par un ancêtre de la politique locale, Mahathir Mohamad, âgé de 93 ans, remporte les élections législatives. La coalition sortante dirigée par Najib Razak, notoirement corrompu, mord la poussière. Mahathir Mohamad, qui avait été à la tête du gouvernement entre 1981 et 2000, redevient premier ministre.

## CONDAMNÉ POUR SODOMIE

Acte II, 16 mai. Anwar Ibrahim, 71 ans, ex-vice-premier ministre de Mahathir Mohamad dans les années 1990, est libéré après avoir purgé trois des cinq années de sa peine de prison : il avait été condamné, en 2015, pour sodomie, pratique sexuelle illégale en Malaisie. Ce n'était pas son premier passage derrière les barreaux : en 1998, alors qu'il occupait depuis sept ans les fonctions de ministre des finances et de vice-premier ministre de Mahathir, il avait déjà été démis de ses fonctions par le « boss », puis inculpé.

Avec son indépendance d'esprit confinant à la provocation, Anwar était devenu à l'époque un insupportable gêneur. Une justice aux ordres du pouvoir l'avait envoyé en prison pour

corruption et, déjà, pour sodomie (l'accusé a toujours nié les faits et dénoncé un règlement de comptes politique). Condamné à neuf ans de prison en 2000, il avait été libéré au bout de cinq ans. Nul besoin de préciser que les deux hommes s'étaient brouillés à mort...

Jusqu'à cette nouvelle libération anticipée au printemps 2018. Les deux ex-alliés, devenus meilleurs ennemis, se sont en effet aussitôt réconciliés. Ils ont alors confirmé – comme on le pressentait depuis un moment – avoir conclu le marché suivant : Mahathir redevient chef de gouvernement, mais pour une courte partie de son mandat seulement – environ deux ans – ; et Anwar doit le remplacer aux alentours de 2020.

Acte III, 13 octobre. Anwar Ibrahim est élu député d'une circonscription proche de la capitale, Kuala Lumpur. Et, à moins d'un événement imprévisible ou d'une nouvelle rupture avec Mahathir – probabilité qui n'est jamais à écarter –, il devrait bientôt devenir le prochain chef de gouvernement de la Fédération de Malaisie. Même si aucune date précise n'a été fixée.

Les fonctions qu'il devrait prochainement occuper sont à la hauteur de l'importance de la Malaisie. Avec 31 millions d'habitants, c'est l'une des plus riches nations d'Asie du Sud-Est, en termes de revenu par habitant, après Singapour et le sultanat de Brunei. Elle est aussi l'une des plus modernes, l'une des plus développées, l'une des plus connectées de la région. Et l'une des plus compliquées aussi, sur les plans ethnique et religieux... Sur l'échiquier du Sud-Est asiatique, la Malaisie occupe en outre une place non négligeable : située, côté ouest, entre la Thaïlande et Singapour, elle s'étend, à l'est, de l'autre côté de la mer de Chine du Sud, sur une partie de l'immense île de Bornéo, où les deux Etats de Sabah et de Sarawak lui sont rattachés.

Incroyable destin que celui d'Anwar Ibrahim. Ce politicien, dont l'avenir s'annonçait assez flou avant les dernières élections, revient de loin. Mais le voilà qui ressurgit aujourd'hui, plus souriant que jamais,



EN MAI, LE RIDEAU S'EST LEVÉ SUR UNE NOUVELLE MALAISIE : DÉMOCRATISATION, RÉFORMES ÉCONOMIQUES, LIBERTÉ DE LA PRESSE RÉAFFIRMÉE, PRISES DE DISTANCE AVEC UNE CHINE ENCOMBRANTE...

comme ragaillard par les épreuves. « Ces années en cellule m'ont mûri : je suis plus vieux et plus sage, je présume », dit-il amusé. L'homme, affable, vêtu d'une chemise à petits carreaux jaune pâle et à rayures bleues, accompagnée d'un jean gris, s'est assis avec nous en cet après-midi d'automne pour plus d'une heure de conversation décontractée, souvent émaillée de rires et de bons mots, au sein de la vaste demeure d'un ami, dans une banlieue chic de Kuala Lumpur.

## LE LABEL « MARTYR DE LA CAUSE »

Son incarcération n'a pas eu que des mauvais côtés : « J'ai relu Montaigne, qui était devenu mon compagnon de geôle. Quelle finesse dans sa perception des sentiments humains ! », s'émerveille Anwar. Devant son interlocuteur français, il tient à montrer son intérêt pour la France et ses penseurs. « J'ai lu aussi le grand livre de Thomas Piketty, Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle [Le Seuil, 2013], poursuit-il. Sa lecture m'a passionné : je juge intolérable la grande pauvreté et la persistance de fortes inégalités. » Remarque intéressante dans la bouche d'un homme qui, durant son passage aux affaires, prônait un recours au Fonds monétaire international et une politique d'austérité pour sortir le pays de l'ornière, durant la crise asiatique de 1997 – contre l'avis de son mentor Mahathir. Différences de vue qui furent d'ailleurs à la racine de leur brouille...

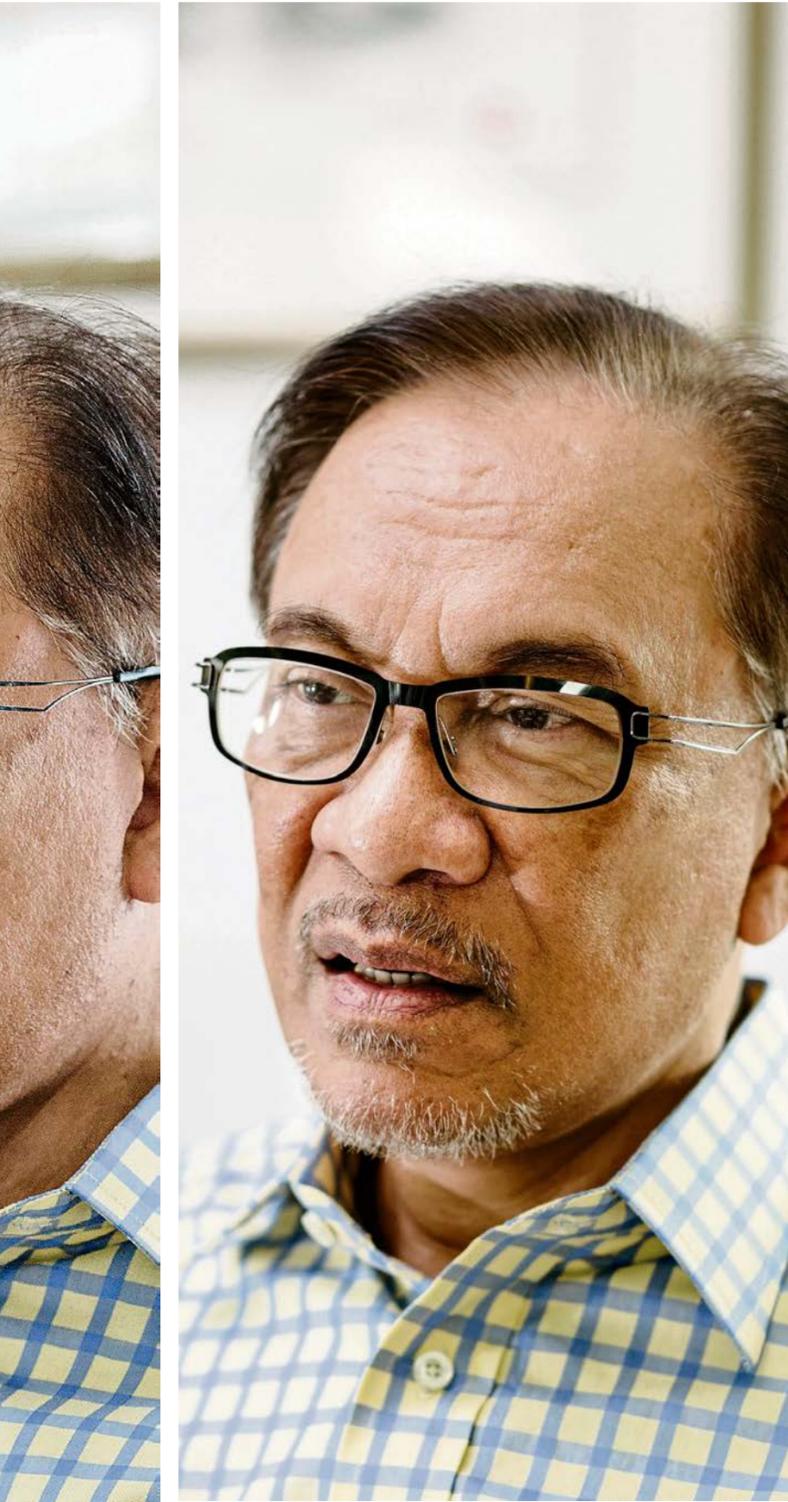
Mais c'était un autre temps, une autre vie : « Quand j'étais dans ma petite cellule, je pensais à ces prisonniers, sous Staline. Je me disais : les dissidents ont souffert, mais ils ont tenu le choc. » Evoquer les emmurés du goulag, dit-il, l'a aidé durant ces longues et douloureuses dernières années passées en prison. De manière implicite, peut-être fait-il aussi une référence subtile au fait que, dans les pays autoritaires et les démocraties imparfaites ou « illibérales » – comme l'a été la Malaisie depuis son indépendance en 1957 –, un séjour derrière les barreaux a valeur d'onction. Le label « martyr de la cause » n'est pas sans panache politique.

Mais cela aussi est une autre histoire, et elle est derrière lui : en mai 2018, le rideau s'est levé sur une nouvelle Malaisie : démocratisation, réformes économiques, liberté de la presse réaffirmée, prises de distance avec une Chine trop encombrante, Mahathir a multiplié les décisions et les annonces. Anwar, lui, attend. Et balaise les interrogations des sceptiques qui s'interrogent sur la réalité, et la longévité, d'une telle réconciliation : « Mahathir est un homme doté d'une forte personnalité », explique Anwar en parlant de celui qui fut l'un des dirigeants les plus charismatiques – et les plus autoritaires – de l'Extrême-Orient, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. « Mais il a changé, assure-t-il. Lui aussi a vieilli et s'est assagi. »

Quand on lui rétorque que, lors d'un entretien avec *Le Monde*, en 2013, le « D<sup>r</sup> M » – surnom de Mahathir, qui fut médecin – l'avait qualifié d'« homme aux mœurs douteuses » et d'« incapable », il éclate franchement de rire : « Ah ! Ah ! Il était en colère contre moi, à l'époque ! Moi aussi, j'étais furieux contre lui. Et je ne l'ai pas épargné non plus : je me suis montré féroce à son égard ! »

Leurs retrouvailles, à sa sortie de prison, ont certes été un peu embarrassantes. « Nos premiers échanges étaient un peu formels, concède-t-il, mais, aujourd'hui, tout est redevenu comme au bon vieux temps ! » Un optimisme que ne partagent pas certains observateurs de la vie politique, à Kuala Lumpur : « Mahathir est à la manœuvre pour empêcher Anwar de le remplacer », suppute l'un d'entre eux, sous le couvert de l'anonymat. Pourtant, si tout reste possible, même le pire, dans une relation à ce point chaotique, la plupart des analystes s'accordent néanmoins à dire que, désormais, Mahathir n'a sans doute d'autre choix que de passer plus tard le témoin à Anwar.

Lequel préfère insister sur le caractère indispensable du tandem qu'ils forment tous deux. Jusqu'à présent, ils se sont réparti les rôles : aux manettes gouvernementales, le « vieux » ; et à la manœuvre au Parlement,



Anwar Ibrahim, chef du Parti de la justice du peuple, à Kuala Lumpur, le 28 septembre.

IAN TEH POUR « LE MONDE »

## LES DATES

10 AOÛT 1947

Naissance d'Anwar Ibrahim.

1957

Indépendance de la Malaisie.

1981-2003

Le premier ministre, Mahathir Mohamad, dirige le pays.

1993-1999

Anwar Ibrahim est vice-premier ministre de Mahathir.

1999

Anwar Ibrahim est condamné à six ans de prison pour corruption, puis à neuf ans en 2000 pour sodomie. Il est libéré en 2004.

2009

Najib Razak devient premier ministre.

2015

Deuxième emprisonnement d'Anwar Ibrahim.

2018

9 mai Victoire de la coalition d'opposition Pakatan Harapan (Alliance de l'espoir, PH). Mahathir Mohamad redevient premier ministre.

16 mai Libération d'Anwar Ibrahim.

Anwar, en tant que frais réélu président, puis député de son parti, le Parti Keadilan Rakyat (Parti de la justice du peuple, PKR), principale formation politique au sein de la coalition au pouvoir depuis les élections.

### « UNE DÉMOCRATIE EN TERRE D'ISLAM »

Selon Anwar Ibrahim, il ne s'agit pas seulement d'un simple changement de coalition à la tête de la Malaisie: « La victoire du 9 mai a été une victoire pour le monde musulman, car c'est la victoire d'une démocratie en terre d'islam. Elle a aussi été la victoire de tous les partisans de la liberté dans une nation [pluri-ethnique et multiconfessionnelle]... Et tout cela, à une époque de l'histoire mondiale où l'on voit, ailleurs, le fascisme menacer de nouveau ! » La Malaisie, où les musulmans sont majoritaires à 61,3 %, est en effet le pays de

### POUR RÉUSSIR, ANWAR DEVRA IMPOSER À LA FOIS UNE IMAGE DE MUSULMAN MODÉRÉ ET SA VISION D'UNE MALAISIE MULTICULTURELLE

toutes les croyances, avec près de 19 % de bouddhistes, plus de 9 % de chrétiens, 6,3 % d'hindous...

Victoire pour la démocratie, sans doute, dans la mesure où la coalition du Barisan Nasional (Front national, BN), qui était au pouvoir sans discontinuer depuis soixante et un ans, a été vaincue pour la première fois depuis l'indépendance, lors du scrutin du 9 mai. Cela marque la fin d'un monopole politique, et la fin d'une époque. Les esprits facétieux remarqueront tout de même que cette « révolution » de mai a été largement rendue possible par le retour de Mahathir, qui fut, avec Anwar, quand ce dernier le seconda encore, l'un des zélés thuriféraires d'un régime désormais honni... Mahathir et Anwar ont fini par se brouiller avec les caciques d'un système qu'ils viennent de renverser. Là encore,

le caractère tortueux de la chose politique en Malaisie n'est pas sans mettre en lumière de saisissants paradoxes.

Reste que les deux hommes ont l'air décidés à en finir avec les outrances du passé : les embastillements arbitraires, les dérives autoritaires du « monde d'avant », que dissimulait mal une façade pseudo-démocratique. Mahathir Mohamad assure désormais s'être converti aux joies de la démocratie et de la liberté d'expression. La mue est spectaculaire pour un homme naguère connu pour avoir fait interdire des journaux et emprisonner ses opposants. Dont certains, ironie de l'histoire, sont devenus aujourd'hui ses ministres, comme le détenteur du portefeuille des finances, le Sino-Malaisien Lim Guan Eng...

### LE PLUS VIEUX DIRIGEANT DE LA PLANÈTE

Le Mahathir des années 1990 n'était pas toujours un homme très fréquentable aux yeux des Américains et des Européens. Célèbre pour ses commentaires violemment anti-Occidentaux – en particulier contre l'ancien colon britannique, contre les Etats-Unis et Israël –, il se laissait parfois aller si loin que, lors de certains de ses discours, des diplomates étrangers se sentaient obligés de quitter la salle. Dans son livre le plus célèbre, *The Malay Dilemma* (« le dilemme malaisien » 1970, non traduit), ce défenseur obstiné de la cause palestinienne n'a pas hésité à écrire que « les juifs n'ont pas seulement le nez crochu, ils comprennent les questions d'argent instinctivement ».

Au crépuscule de sa vie, devenu le plus vieux dirigeant de la planète, Mahathir semble cependant adopter une attitude plus consensuelle. Même si l'homme garde son franc-parler : cet été, lors de sa visite à Pékin, il a mis la Chine en garde contre les conséquences de ses velléités « néocolonialistes » en Asie du Sud-Est.

La réussite de Mahathir conditionnera bien sûr celle d'Anwar. Quant à ce dernier, rien ne lui est encore acquis. Pour arriver à s'imposer au moment de reprendre les rênes, il va devoir relever de redoutables défis. Il lui faudra notamment imposer tout à la fois une image de musulman modéré et sa vision d'une Malaisie multiculturelle, sans s'aliéner les Malaisiens des *kampung* (« villages »). Dans certains recoins de la Malaisie profonde, cet homme accusé de pratiques sexuelles interdites peut susciter la défiance. Un certain nombre de non-musulmans, surtout des chrétiens, s'inquiètent aussi du fait qu'Anwar puisse tenir devant eux un discours rassurant, tout en égrenant des propos résolument conservateurs devant ses auditoires musulmans.

Lors de ses apparitions publiques, Anwar Ibrahim s'efforce pour l'heure de donner de lui-même l'image d'un libéral, certes pieux musulman, mais tolérant et pas bigot. Il dit s'opposer à l'article 377 du code pénal, une loi datant de la colonisation, qui rend illégale l'« amour charnel » et « contre nature » entre deux personnes du même sexe. « Cette loi est archaïque et obsolète ! », déclare-t-il. Une loi que ses adversaires ont utilisée pour envoyer à deux reprises derrière les barreaux cet homme dont l'épouse, devenue en mai vice-première ministre du gouvernement, était déjà chef du PKR, à la suite de son incarcération. Quant à l'une de ses filles, Nurul Izzah, 37 ans, elle est, depuis dix ans, une parlementaire de renom. Chez les Anwar, la politique est une histoire de famille.

Nurul vient cependant d'annoncer avec fracas, lundi 17 décembre, sa démission du poste de vice-présidente du PKR. Même si elle n'abandonne pas ses fonctions de députée, c'est une manière pour elle de protester contre les rivalités à l'intérieur de sa formation. Des divisions que Mahathir, en coulisse, s'efforcera d'aiguïser. « Il semble bien que Mahathir considère, après tout, Anwar comme son ennemi », confie au Monde une source bien placée requérant elle aussi l'anonymat. Des propos qui compromettent la mise en scène initiale de la « spectaculaire » réconciliation entre Anwar et Mahathir.

En septembre, à Kuala Lumpur, Nurul était revenue devant nous sur les raisons qui l'avaient poussée naguère à entrer dans l'arène : « Si je me suis retrouvée engagée en politique, puis parlementaire, c'est parce que mon père était devenu le symbole de l'oppression de l'ancien système. Autrement, les choses ne se seraient pas passées ainsi », expliquait-elle, réaliste. Toujours strictement voilée d'un hijab et musulmane pieuse, Nurul est également une femme moderne, divorcée, aux idées volontiers libérales dans cette nation prude, n'hésitant pas à conspuer les imams extrémistes et leurs disciples. Lesquels sont d'ailleurs les plus critiques d'Anwar, trop libéral et occidentalisé à leurs yeux.

« Comment peut-on nier aux individus leur orientation sexuelle ? », s'interroge encore celui qui a toujours tenu à faire savoir qu'il n'était cependant pas question d'autoriser le mariage gay dans un pays à majorité musulmane comme le sien. Ce qui ne l'empêche pas de dire, indigné : « Allons-nous laisser des gens frapper à la porte de personnes transgenres pour les menacer ? » Dans le climat délétère qui règne parfois à l'encontre des LGBT, le sujet est sensible : en août, deux femmes lesbiennes ont été condamnées à recevoir six coups de bâton, par un tribunal islamique de l'Etat du Terengganu, dont le gouvernement local est aux mains d'un parti fondamentaliste.

### UN PROGRAMME SOCIAL TRÈS SENSIBLE

La remise en question, prévue par Anwar, d'un programme social politiquement très sensible pourrait en outre enflammer les passions, car celui-ci attribue des privilèges à la majorité malaise musulmane. Baptisée « nouvelle politique économique » et adoptée en 1971, cette disposition prévoit une politique de quotas au sein de l'administration et de l'université en faveur des *bumiputra*, ou « fils du sol », avantageant ainsi les Malais et les populations « indigènes ». L'intention était alors de rééquilibrer une société où les minorités, en particulier les Sino-Malaisiens, étaient perçues comme plus performantes et donc menaçantes pour les Malais « de souche ». Ce système se voulait aussi une réponse aux graves violences interethniques du 13 mai 1969, quand plus de deux cents membres de la minorité chinoise furent tués lors d'affrontements avec des manifestants appartenant à la majorité malaise.

« Il faut désormais que l'on aide les gens sur la base de leurs besoins, et non sur celle de leurs origines ethniques », promet Anwar Ibrahim. L'homme est pressé mais pas forcément impatient d'accéder au pouvoir. C'est en tout cas ce qu'il affirme. « Depuis ma sortie de prison, je jouis de ma liberté retrouvée. Je prends du bon temps. Dans deux ans [au pouvoir] ? Oui, on va bien voir... » Et il rit. Comme s'il ne croyait pas encore à ce dernier rebondissement d'un destin pour le moins hors norme. ■

## Le gouvernement malaisien prend ses distances avec Pékin

TROIS MOIS À PEINE après son retour au pouvoir à Kuala Lumpur, Mahathir Mohamad, 93 ans, a porté un coup sévère à la diplomatie chinoise. En visite officielle à Pékin, mi-août, le premier ministre malaisien a en effet mis ses interlocuteurs en garde contre « une nouvelle version du colonialisme qui se produirait parce que des pays pauvres ne sont pas en mesure de rivaliser avec des pays riches ». Et d'ajouter : « Nous avons donc besoin d'un commerce équitable. » Pour lui, le commerce doit être non seulement « free » (« libre »), mais aussi « fair » (« juste »). Une critique à peine voilée des « nouvelles routes de la soie » chinoises, qui n'allait pas tarder à devenir explicite.

Au cours de cette même visite, le premier ministre a remis en question des projets chinois d'une valeur de 19 milliards d'euros : la construction d'un train à grande vitesse, sur la côte est de

la Malaisie péninsulaire, et d'un gazoduc dans l'Etat de Sabah, à Bornéo. Il a ainsi légitimé les critiques émises, jusqu' alors essentiellement par l'Occident, à l'égard des investissements colossaux menés par la Chine dans de nombreux pays émergents au risque d'accroître l'endettement de ces derniers à un niveau excessif.

### Refus d'être un « Etat client »

Tout en affirmant ne pas « vouloir se retrouver dans une position antagoniste » avec la Chine, selon l'expression du ministre de la défense malaisien, Liew Chin Tong, cité par le site japonais *Nikkei Asian Review*, la Malaisie ne « [veut pas] devenir un "Etat client" », qui serait trop dépendant des investissements de la Chine. Le sujet est devenu récurrent dans le débat politique de plusieurs pays africains et asiatiques, notamment au Sri Lanka et aux Philippines.

Les médias chinois ont cherché à rassurer en expliquant que cette critique de leur pays par un de ses alliés traditionnels s'expliquait par des raisons de politique interne. Les contrats dénoncés avaient ainsi été conclus par le pré-décesseur de Mahathir Mohamad, Najib Rajak, mis en examen, depuis, pour corruption. Mais le revirement de la Malaisie n'est pas sans risque. Pékin est le premier client de la fédération, et les liens entre les deux Etats sont d'autant plus forts que 25 % de la population de la Malaisie est d'origine chinoise. Comme l'écrit le chercheur Victor Germain, dans une note d'*Asia Trends* (automne 2018), les officiels malaisiens, tout en critiquant Najib Rajak, dont les détournements de fonds se monteraient à plusieurs centaines de millions de dollars, « se gardent bien d'avancer que certains, à Pékin, auraient eu un intérêt à voir des travaux si chèrement facturés ».

Les « nouvelles routes de la soie » ne sont pas le seul sujet de friction entre la Malaisie et la Chine. Au plan géopolitique, le nouveau gouvernement malaisien s'est aussi montré critique au sujet de la militarisation par Pékin d'îlots disputés en mer de Chine du Sud, où existe un contentieux territorial avec plusieurs Etats de la région, dont la Malaisie. « Si [des pays] commencent à stationner des bateaux de guerre [en mer de Chine du Sud], il y aura des tensions, il y aura des conflits, et cela peut mener à la guerre », a déclaré Mahathir Mohamad à la BBC, en octobre.

Le ministre des affaires étrangères malaisien, Saifuddin Abdullah, avait déjà explicité des remarques similaires de son chef, en août, au *South China Morning Post*, le quotidien de Hongkong, comme « un message de fermeté » au sujet de cette dispute maritime avec Pékin. Durant la campagne

pour les élections législatives, en mai, le premier ministre malaisien s'était inquiété que la Chine, sous Xi Jinping, « penche vers le totalitarisme ».

Autre signe d'indépendance de la Malaisie vis-à-vis de Pékin, Mahathir Mohamad n'a pas hésité, note Victor Germain, à se rendre à deux reprises, depuis son élection, de manière non officielle au Japon, avant même sa visite en Chine. Lors de la seconde, en août, il a rencontré le premier ministre, Shinzo Abe, et aurait évoqué une demande de crédit destinée à éponger une partie de la dette creusée par les projets d'infrastructure chinois. Une pique à l'égard de Pékin que seul, ou presque, ce vétéran de la politique asiatique ose actuellement se permettre. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (PÉKIN, CORRESPONDANT) ET BRUNO PHILIP (BANGKOK, CORRESPONDANT EN ASIE DU SUD-EST)

# En Malaisie, une « révolution » encore incertaine

L'ancien opposant Anwar a été élu député et doit succéder d'ici deux ans au premier ministre Mahathir

KUALA LUMPUR - *envoyé spécial*

La large victoire, samedi 13 octobre, d'Anwar Ibrahim, lors d'une élection partielle qui va lui assurer un siège au Parlement, première marche pour accéder plus tard au poste de chef de gouvernement, marque le grand retour en politique de l'ex-vice-premier ministre et ministre des finances, longtemps banni de la vie politique malaisienne.

Elle constitue une étape de plus dans la mue d'un pays longtemps corseté dans un système politique aussi vieux que lui. Anwar a remporté haut la main un siège dans la circonscription de Port Dickson, proche de Kuala Lumpur. Il devrait normalement, d'ici deux ans, succéder au poste de premier ministre à Mahathir Mohamad, 93 ans, ex-homme fort du pays, revenu au pouvoir à la faveur de la « révolution » inattendue que constituèrent les élections législatives du 9 mai.

L'ex-chef de gouvernement, Najib Razak, est quant à lui le grand perdant de ce tour de passe-passe politique : il est aujourd'hui visé par vingt et une accusations de blanchiment, et quatre de corruption, pour un montant d'un demi-milliard d'euros si-phonnés du fonds souverain 1MDB. Brièvement arrêté à deux reprises, il a été libéré sous caution et attend son procès.

## Démocratisation « irréversible »

Depuis la victoire surprise de l'opposition, Mahathir Mohamad et ses alliés semblent vouloir rattraper le temps perdu durant les dernières années de gouvernement hasardeux d'un ancien régime corrompu et à l'autoritarisme croissant. Le processus de démocratisation et de réformes de cette « nouvelle Malaisie » devrait être « irréversible », espère un analyste étranger, basé à Kuala Lumpur.

Deux décisions sont emblématiques de ces temps nouveaux : l'abolition de la peine de mort, que devait proposer lundi 15 octobre le gouvernement au Parlement. Et la libération, vendredi 12 octobre, de onze ressortissants chinois de l'éthnie musulmane ouïgoure, persécutée en Chine, qui s'étaient échappés d'un centre de détention administrative

## Le gouvernement devait proposer au Parlement, lundi 15 octobre, l'abolition de la peine de mort

en Thaïlande en 2017, avant de passer clandestinement en Malaisie et d'y être arrêtés.

Cette fermeté vis-à-vis de Pékin, qui exigeait de longue date leur extradition, fait suite à d'autres prises de position de Mahathir ayant irrité la République populaire. Lors d'un voyage en Chine au mois d'août, le premier ministre avait annoncé à ses hôtes la suspension de deux projets d'un coût de 19 milliards d'euros signés avec Pékin par l'ancien premier ministre Najib : une ligne de chemin de fer sur la côte est de la Malaisie péninsulaire et un gazoduc dans l'Etat de Sabah, à Bornéo.

Le « Docteur M » – comme les Malaisiens appellent cet ancien médecin – avait ensuite poliment sermonné ses interlocuteurs chinois contre toute tentative d'imposer une nouvelle version du « colonialisme » dans la région.

Une autre mesure fondamentale annoncée durant la campagne des législatives s'apparente également à une véritable révolution copernicienne pour le pays : les nouveaux dirigeants ont promis qu'ils allaient faire évoluer le système de « discrimination positive » qui a profité, tout au long des soixante et une dernières années depuis l'indépendance, à la seule majorité malaise musulmane (plus de 50 % de la population).

C'est en effet une Malaisie multiculturelle qui a triomphé lors du scrutin du mois de mai, au cours duquel a chuté le parti de l'Organisation nationale de l'unité des Malais (UMNO), au pouvoir sans discontinuer depuis l'indépendance de 1957. Non seulement les minorités chinoise (22,6 %) et indienne (6,7 %) ont voté pour le regroupement un peu hétéroclite de l'opposition, le « Pakatan Harapan » (PH, Alliance de l'espoir), mais aussi un nombre important de Malais déçus par le gouvernement sortant. Reste cependant à



Anwar Ibrahim, le 28 septembre, à son domicile, à Kuala Lumpur. IAN TEH POUR « LE MONDE »

faire évoluer le système en souplé, afin d'éviter de voir se retourner contre le nouveau pouvoir une majorité malaise soudainement privée de quotas réservés à l'université et dans l'administration : la discrimination positive devrait être désormais appliquée en fonction des besoins des individus, et non pas de leur appartenance ethnique.

Quant à la liberté de la presse, elle ne s'est jamais aussi bien portée : « Nous sommes plus libres et notre marge de manœuvre est plus large », observe Premesh Chandran, l'un des directeurs du site *Malaysiakini*, l'un des plus indépendants sous l'ancien régime.

Mais la victoire de cette coalition s'explique surtout par l'extraordinaire retournement de situation qui a vu Mahathir Mohamad, ex-premier ministre entre 1981 et 2003, revenir au pouvoir et finir par « rouler » pour l'opposition – c'est-à-dire pour le camp de

ténors qui furent autrefois ses adversaires. Et que ce leader charismatique et autoritaire n'hésita pas à faire emprisonner lors de son premier passage aux affaires. Aujourd'hui, l'« ancêtre », qui a su rassembler autour de lui une partie de l'électorat malais « de souche », assure de son ralliement aux principes démocratiques.

## « Plus vieux et plus sage »

La réconciliation de Mahathir avec Anwar Ibrahim symbolise la nouvelle donne : Mahathir l'avait fait embastiller pour corruption et sodomie, pratique illégale dans la Fédération de Malaisie. Libéré peu après les législatives de mai, alors qu'il purgeait une nouvelle et plus récente peine de prison, toujours pour sodomie (il a constamment affirmé avoir été la victime de règlements de comptes politiques), Anwar devrait donc devenir, d'ici à 2020, le prochain premier ministre, aux termes d'un accord passé

avec Mahathir. Les démonstrations d'amitié des deux hommes sont tout de même sujettes à caution : selon certains observateurs avisés de la scène politique malaisienne, l'actuel premier ministre, en dépit de son âge avancé, aurait repris goût au pouvoir. D'autant que, selon ces mêmes sources, le « Docteur M », ou ses affidés, intriguerait à l'intérieur de la formation d'Anwar, le Parti de la justice du peuple (PKR) – membre de l'Alliance victorieuse – pour empêcher l'impétrant de succéder à son ancien mentor.

Lors d'une rencontre avec *Le Monde*, à Kuala Lumpur, fin septembre, Anwar Ibrahim a balayé d'un sourire les spéculations à propos d'une nouvelle rivalité avec Mahathir : « C'est une forte personnalité. Mais les conditions ont changé. Il est, tout comme moi, plus vieux et plus sage. Tout va bien. ... Pour le député Wang Chen, membre du PKR, il n'y a pas

à s'inquiéter outre mesure : « La première partie de notre révolution a été achevée : Mahathir a enclenché un processus de réformes. Une deuxième séquence débutera quand Anwar le remplacera. »

Le grand ressuscité de la politique malaisienne ne fait cependant pas forcément l'unanimité : cet ex-étudiant islamiste, emprisonné pour son activisme dans sa jeunesse, inquiète certains non musulmans, même s'il affiche sa modération religieuse, dans un pays travaillé par l'ultraconservatisme islamique de certains milieux. Il lui faudra ainsi convaincre, dans un contexte de fragmentation ethnique et confessionnelle. « Je n'ai confiance ni en Mahathir, ni en Anwar, ni dans les professions de foi de musulman modéré de ce dernier », confie une jeune chrétienne, d'origine indienne, qui travaille dans le marketing. Elle n'est pas la seule. ■

BRUNO PHILIP

# Un religieux japonais nationaliste démissionne après avoir critiqué l'empereur

Le prêtre avait dénoncé les hommages aux victimes des guerres lancées par le Japon

TOKYO - *correspondance*

Le prêtre supérieur du controversé sanctuaire tokyoïte Yasukuni, Kunio Kohori, a proposé de démissionner après la révélation de ses critiques envers l'empereur. Dans son édition datée du 12 octobre, l'hebdomadaire *Shukan Post* explique, sur la foi d'un enregistrement dont il a publié des extraits sur son compte Twitter, que le religieux, par ailleurs écrivain, s'en est vertement pris, le 20 juin, au souverain, Akihito, et à son fils aîné, Naruhito, lors d'une réunion de personnalités du sanctuaire.

M. Kohori a reproché à l'empereur de multiplier les hommages aux victimes des guerres lancées par le Japon dans les années 1930-1940 et de ne jamais venir dans ce haut lieu du culte shinto. « Franchement, l'empereur tente de détruire le sanctuaire », déplore M. Kohori. Le supérieur doute également qu'Aki-

hito vienne s'y recueillir avant son abdicaton, en avril 2019.

Dans ce cas, ajoute le religieux, « pensez-vous que le prince héritier viendra, une fois empereur ? ». Il reproche aussi à la princesse Masako, future impératrice, d'avoir « horreur du shintoïsme et des sanctuaires ». Le sanctuaire a reconnu l'authenticité des propos qu'il a qualifiés d'« extrêmement inappropriés ». M. Kohori se serait rendu à l'agence de la maison impériale pour s'excuser, et a démissionné.

## Fossé idéologique

Yasukuni (Pays serein) est aujourd'hui perçu comme un symbole du militarisme nippon, voire du révisionnisme. Les pèlerinages qu'y font régulièrement certains premiers ministres, dont l'actuel, Shinzo Abe, suscitent à chaque fois des tensions avec la Corée du Sud et la Chine.

Le sanctuaire a été établi à Tokyo, en 1869, pour accueillir les âmes

## Le temple Yasukuni est érigé en symbole du militarisme nippon

des morts de la guerre civile dite « de Boshin » (1868-1869). Par la suite, il a recueilli celles des conflits impliquant l'archipel, jusqu'à la guerre d'Indochine (1946-1954), au cours de laquelle périrent d'anciens militaires nippons ayant rejoint les rangs Vietminh. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le sanctuaire fut un instrument de mobilisation nationale, où étaient vénérés les héros morts au nom de l'empereur. « Nous nous retrouverons à Yasukuni ! », lançaient les kamikazes partant pour leur dernière mission. Selon le culte shinto, Yasukuni abrite ainsi les âmes de près de 2,4 mil-

lions de morts pour la patrie. Mais en 1978, une cérémonie a été organisée en secret pour y admettre celles de 14 criminels de guerre nippons, dont le premier ministre Hideki Tojo (1884-1948).

Mécontent de cette décision, l'empereur Hirohito (1901-1989) aurait alors décidé de ne plus s'y rendre. Il y était allé huit fois entre 1945 et 1975. Très attaché à la paix et à la réconciliation, son héritier Akihito a maintenu cette habitude. Naruhito partagerait ces sentiments et pourrait faire de même.

Le scandale, l'un des plus importants de l'histoire de l'institution, n'a guère été repris par les médias japonais, majoritairement conservateurs. Pour le magazine en ligne *Litera*, il met trop en évidence le fossé idéologique qui sépare le souverain de la puissante frange nationaliste nipponne. M. Kohori aurait exprimé ce que beaucoup de nationalistes pensent tout bas au sujet du souverain. ■

PHILIPPE MESMER

TV5MONDE rfi Le Monde  
FRANCOPHONIE

## Le Rwanda veut aller de l'avant avec la France, selon le chef de l'OIF

Elue par consensus le 12 octobre à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie, Louise Mushikiwabo a accordé son premier entretien à « Internationales », l'émission de TV5Monde, RFI et *Le Monde*. « Je passe de la diplomatie d'un seul pays à celle de 88 ; c'est un défi », a relevé l'ex-ministre rwandaise des affaires étrangères, espérant que son élection, soutenue notamment par Paris, sera un nouveau pas pour la réconciliation entre les deux pays. « Nos équipes se parlent, le président Paul Kagame et le président Emmanuel Macron se sont rencontrés. Il n'y a pas de désir, côté rwandais, de rester dans la confrontation, mais un génocide, c'est une sale histoire, c'est compliqué et très politique. C'est pour cela que cela tarde. Mais près de vingt-cinq ans après les faits, de nombreux Rwandais pensent que le moment est venu pour que la France puisse accepter son implication et que l'on aille de l'avant », a affirmé Louise Mushikiwabo.

## SYRIE Réouverture du poste-frontière de Nassib

Le principal point de passage entre la Syrie et la Jordanie a rouvert, lundi 15 octobre. Le poste-frontière, appelé Nassib côté syrien et Jaber côté jordanien, avait été fermé en 2015, ce qui avait porté un coup dur à la Jordanie, pauvre en hydrocarbures et dépendante de l'aide internationale. En juillet, le régime syrien, aidé de son allié russe, a repris la région, contrôlée jusqu'alors par les rebelles. – (AFP)

## SUÈDE Les conservateurs échouent à former un gouvernement

Le dirigeant des conservateurs suédois, Ulf Kristersson, a annoncé dimanche 14 octobre avoir échoué à former un gouvernement de coalition de centre droit, appelant le président du Parlement à proposer ce mandat à un autre candidat. Les législatives du 9 septembre, après quatre années de législature de centre gauche, n'ont pas permis de désigner de vainqueur susceptible de construire une coalition stable. – (AFP)